

Refus de titre de séjour et OQTF : articulation des procédures lorsque deux tribunaux administratifs sont saisis

Lire les conclusions de :

Thierry Besse
Conclusions du rapporteur public

DÉCISION DE JUSTICE

CAA Lyon, 2ème chambre – N° 16LY00161 – 12 avril 2016 – C+ [↗](#)

INDEX

Mots-clés

Refus de titre de séjour, OQTF, Juge des 72 heures, R.776-17 du CJA, Dessaisissement,
Exception de chose jugée

Rubriques

Etrangers, Procédure

Résumé Conclusions du rapporteur public

Résumé

¹ *Etrangers – Procédure collégiale – Procédure « juge des 72 heures » – Article R776-17 du code de justice administrative – Dessaisissement d'un tribunal administratif - Refus de titre de séjour – Obligation de quitter le territoire français – Placement en centre de rétention – Exception de chose jugée*

² *Articulation de la procédure collégiale (refus de titre de séjour) et de la procédure " juge des 72 heures" (Obligation de quitter le territoire français et décisions subséquentes) - R776-17 du code de justice administrative - "Juge des 72 heures " ayant rejeté la demande sans réserver le sort des conclusions tendant à l'annulation du refus de titre de séjour - Non-lieu par dessaisissement : absence - Non-lieu par disparition de l'objet du litige : absence - Non-lieu d'expédient : absence en raison du risque de déni de justice*

³ Lorsque l'étranger conteste la légalité d'un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière et est placé en rétention dans un département relevant du ressort d'un autre tribunal administratif que celui initialement saisi sur le refus de titre, le transfert du dossier au « juge des 72 heures » ne portera que sur la décision d'obligation de quitter le territoire français et les éventuelles mesures y afférentes. Ainsi, le tribunal initialement saisi demeure compétent pour statuer, sous sa forme collégiale, sur la décision relative au refus de titre de séjour.

⁴ M. O., ressortissant arménien a demandé au tribunal administratif de Lyon d'annuler l'arrêté du 19 décembre 2014 par lequel le préfet du Rhône a refusé de lui délivrer un titre de séjour, lui a fait obligation de quitter le territoire français sous trente jours et a fixé le pays de destination. Par un arrêté en date du 21 juillet 2015, le préfet de l'Ardèche a pris à son encontre une décision de placement au centre de rétention administrative de Nîmes.

⁵ Il résulte des motifs et du dispositif de l'ordonnance du 22 juillet 2015, que le président de la 3^{ème} chambre du tribunal administratif de Lyon n'a renvoyé au tribunal administratif de Nîmes que l'examen des conclusions de M. O. tendant à l'annulation des décisions du 19 décembre 2014 portant, d'une part, obligation de quitter le territoire français dans un délai de trente jours, et d'autre part, fixant le pays de destination à l'exclusion des conclusions dirigées contre la décision de refus de titre de séjour. Dès lors, cette ordonnance n'a pas eu pour effet de dessaisir le tribunal administratif de Lyon des conclusions relatives au séjour selon les dispositions de l'article R776-17 du code de justice administrative.

6

En effet, lorsque deux juridictions sont saisies de deux demandes au fond en tout ou partie identiques et que l’une de ces deux juridictions statue sur une première demande, l’intervention de la première décision juridictionnelle ne rend sans objet la seconde demande, que s’il y est fait intégralement droit par une décision devenue définitive. Dans les cas où la première demande est rejetée, un tel rejet ne rend pas sans objet la seconde demande mais peut seulement en justifier le rejet si les conditions de l’exception de chose jugée sont réunies.

Conclusions du rapporteur public

Thierry Besse

Rapporteur public à la cour administrative d'appel de Lyon

DOI : [10.35562/alyoda.6264](https://doi.org/10.35562/alyoda.6264)

¹ Le 30 mars 2015, M. O. a saisi le tribunal administratif de Lyon d'une demande tendant à l'annulation des décisions du 19 décembre 2014 par lesquelles le préfet du Rhône a refusé de lui délivrer un titre de séjour, l'a obligé à quitter le territoire français dans un délai de trente jours et fixé le pays de destination. Le 21 juillet 2015, le préfet de l'Ardèche l'a placé au centre de rétention administrative de Nîmes. L'affaire n'ayant pas encore fait l'objet d'un jugement, le président de la troisième chambre du tribunal administratif de Lyon, faisant application des dispositions de l'article R776-17 du code de justice administrative, a transmis au tribunal administratif de Nîmes l'examen des conclusions tendant à l'annulation des décisions portant obligation de quitter le territoire français et fixant le pays de destination, par ordonnance en date du 22 juillet 2015.

² Jusque-là tout allait bien.

³ Mais, les choses se sont ensuite compliquées puisque le magistrat désigné par le président du tribunal administratif de Nîmes, saisi, du fait de cette ordonnance, des deux décisions qui lui avaient été renvoyées, les a rejetées en même temps que les conclusions dirigées contre le refus de séjour qui n'avaient pas été renvoyées. Si ce jugement du 24 juillet 2015 n'est pas très clair, il vise l'ordonnance en l'analysant comme ayant renvoyé l'affaire, vise ensuite l'ensemble des conclusions, sans jamais ensuite précisé qu'il ne statuera que sur une partie d'entre elle, examine en même temps « la légalité de la décision de refus de titre et d'éloignement », écarte tous les moyens, avant de rejeter la demande. Ce faisant, le magistrat désigné par le président du tribunal administratif de Nîmes a entaché son jugement d'une double irrégularité. Il a statué sur des conclusions qui ne lui avaient pas été renvoyées et dont le tribunal administratif de Lyon restait saisi ; il a statué sur des conclusions qui relevaient de la formation collégiale.

⁴ Par jugement du 6 octobre 2015, le tribunal administratif de Lyon, après avoir rappelé ces éléments, a indiqué « qu'il suit de là que le tribunal administratif de Lyon est dessaisi de la requête de M. O. sur laquelle il n'y a plus rien à statuer. » Même si la rédaction du jugement n'est pas des plus précises, il nous semble ressortir des visas de ce dernier, et du moyen relevé d'office, qui ne portait que sur un dessaisissement pour le refus de titre de séjour que le tribunal a entendu limiter à ces conclusions le non-lieu pour dessaisissement.

Dans le cas contraire, vous constaterez que le tribunal ne pouvait régulièrement prononcer un non-lieu sur des conclusions dont il n'était pas saisi.

5

S'agissant du refus de séjour, le tribunal estime donc avoir été dessaisi par l'effet du jugement du magistrat désigné par le président du tribunal administratif de Nîmes. Le mécanisme de dessaisissement d'une juridiction constitue une des dérogations aux règles habituelles de compétence. Il s'applique notamment en cas de dépassement d'un délai laissé au juge pour statuer. Il en est ainsi en matière électorale (pour les élections municipales, voyez [CE, 15 févr. 2002, Elections municipales de Liancourt, n° 236931](#)) ou encore pour les recours dirigés contre une décision de validation ou d'homologation de l'accord collectif ou du document de l'employeur prévu en cas de licenciement économique (art. L1233-24-1 et L1233-24-4 du code du travail), pour lesquels le tribunal dispose d'un délai de trois mois à peine de dessaisissement ([CE, 24 janvier 2014, Comité d'entreprise de la société Ricoh France, N° 374163, au recueil](#)) .

6

Le tribunal dessaisi ne peut alors plus se prononcer à peine de nullité du jugement et le moyen se relève d'office (CE, 24 octobre 1980 Société du groupe Bongrain p.385 ; CE, 16 juin 1986 Elections municipales de Propriano T. p. 544). Il ne peut statuer même pour rejeter le recours comme manifestement irrecevable ([CE, 28 sept. 2001, N° 231256](#)).

7

Mais, dans notre litige, le motif de dessaisissement qu'a cru devoir soulever d'office le tribunal ne tient pas dans l'application de dispositions réglementaires, mais dans le fait que le magistrat désigné par le président du tribunal administratif de Nîmes a irrégulièrement rejeté les conclusions dirigées contre le refus de titre de séjour, dont ce tribunal n'était pas saisi. Or, on voit mal comment un jugement irrégulier pourrait dessaisir un tribunal compétemment saisi.

8

Le risque de déni de justice est ici évident puisque, ainsi que l'indique M. O., la cour administrative d'appel de Marseille est saisie d'un appel dirigée contre le jugement du magistrat désigné par le président du tribunal administratif de Nîmes, qui n'est ainsi pas définitif. Saisi d'un moyen tenant à ce qu'il a été statué ultra petita, la cour administrative d'appel de Marseille ne pourra alors qu'annuler l'arrêt pour irrégularité, de sorte que, compte tenu du non-lieu prononcé par le tribunal administratif de Lyon, aucune juridiction ne statuerait sur les conclusions dirigées contre le refus de séjour.

9

Il est vrai que l'ultra petita n'est pas d'ordre public (CE, Section, 13 octobre 1961, Ville de Marseille, p 567) et que de ce fait, la cour administrative d'appel de Marseille pourrait également être amenée à statuer sur les conclusions dirigées contre le refus de titre, si le moyen n'était pas soulevé. La cour administrative d'appel de

Marseille ne pourrait pas non plus soulever d’office l’incompétence territoriale du tribunal administratif de Nîmes sur le refus de séjour, dès lors qu’elle n’a pas été contestée en première instance, et pour cause, compte tenu de l’effet de surprise ménagé par ce tribunal (article R312-2 du code de justice administrative et pour un cas d’application CE, 20 mai 2011 Commune du Lavandou et Biver, 328338, 328642, aux Tables).

10

Mais, même dans ce cas de figure, il ne saurait y avoir dessaisissement du tribunal administratif de Lyon. L’intervention d’une décision juridictionnelle rejetant des conclusions en excès de pouvoir dirigées contre une décision ne rend pas sans objet une seconde demande dirigée contre la même décision. L’objet du litige n’a pas disparu.

11

Par ces motifs, nous concluons à l’annulation pour irrégularité du jugement du 6 octobre 2015 du tribunal administratif de Lyon, et à ce que M. O. soit renvoyé devant le tribunal administratif de Lyon pour qu’il soit statué sur sa demande tendant à l’annulation de la décision du 19 décembre 2014 par laquelle le préfet du Rhône a refusé de lui délivrer un titre de séjour.